

Agences de notation : la justice italienne à l'offensive

Perquisitions chez Fitch et S & P à Milan.

RICHARD HEUZÉ
ROME

« L'enquête vise plusieurs responsables d'agences, qui ont évoqué publiquement, et avant l'heure, les dégradations de la dette italienne survenues mi-janvier chez S & P et Moody's »

FINANCE Manipulation de cours, diffusion de fausses nouvelles, spéculation frauduleuse sur titres d'État : c'est pour ces motifs, très sérieux, que le parquet de Trani (dans les Pouilles) a ouvert une enquête contre les filiales italiennes des trois plus grandes grandes agences de notation au monde : Standard & Poor's, Moody's et Fitch.

Des perquisitions ont été menées à Milan, aux sièges des trois agences. À chaque fois, c'est le procureur lui-même, Michele Ruggiero, qui s'est déplacé. Des dossiers, des ordinateurs et des téléphones portables ont été saisis et plusieurs analystes mis en examen.

L'enquête vise plusieurs responsables d'agences, qui ont évoqué publiquement, et avant l'heure, les dégradations de la dette italienne survenues mi-janvier chez S & P et Moody's. Fitch est également dans le collimateur. David Riley, son responsable de la dette souveraine, avait estimé « probable », lors d'une émission télévisée le 17 janvier, un déclasserment de l'Italie « pour la fin janvier », ajoutant qu'un tel risque était « élevé ».

Selon le parquet de Trani, ces déclarations constituent des « manipulations abusives d'informations privilégiées de nature à provoquer une altération des cours

des marchés, surtout quand elles sont divulguées lorsque des transactions sont en cours ».

Sur plainte d'associations de consommateurs, ce parquet enquête depuis 2011 sur des déclarations imprudentes faites par trois analystes de Standard & Poor's, Eileen Zhang, Frank Gill et Moritz Kraemer. Le 20 mai dernier, ils avaient signé un rapport très négatif sur le projet de consolidation de la dette italienne du gouvernement de Silvio Berlusconi.

Personnalités entendues

Selon le parquet de Trani, ces jugements « non fondés et imprudents » avaient entraîné une « vague de spéculation sur les titres bancaires et les titres d'État » et provoqué de lourdes pertes en Bourse.

Le procureur Ruggiero a déjà entendu de nombreuses personnalités. Notamment l'ancien premier ministre Romano Prodi, qui s'était scandalisé le 6 mai que Moody's évoque un « risque de contagion grec » sur le système bancaire italien. Ont également été entendus l'ancien gouverneur de la Banque d'Italie Mario Draghi, l'ancien ministre de l'Économie Giulio Tremonti et Gianni Letta, bras droit de Silvio Berlusconi. Ce procureur accuse S & P d'avoir émis des « jugements politiques » et non économiques.

« Ces accusations sont dénuées de fondement », répliquent les trois agences en chœur, promettant de livrer bataille dans les prétoires. ■